



Mot de la présidente

Comptabilisation du temps des pauses et des récréations dans la tâche complémentaire (27 heures)

Quelle belle victoire syndicale!

À compter de l'année scolaire 2014-2015, le Syndicat de l'enseignement de la région de Vaudreuil entend faire respecter l'article 57 de la *Loi sur les normes du travail* qui prévoit notamment qu'un salarié est réputé au travail « lorsqu'il est à la disposition de son employeur sur les lieux du travail et qu'il est obligé d'attendre qu'on lui donne du travail ». De ce fait, nous considérons que le temps des pauses et des récréations doit être comptabilisé dans les 27 heures de travail assignées de la semaine régulière de travail.

En effet, ce changement de pratique découle d'une sentence récente dans le secteur de l'éducation (8771) qui a établi de façon claire et non équivoque que ces périodes de pause et de récréation devaient être rémunérées conformément aux droits prévus à la *Loi sur les normes du travail*. Cela aura pour conséquence que toutes les pauses et les récréations comprises entre deux périodes assignées devront être comptabilisées pour tous les enseignants et les enseignantes que nous représentons.

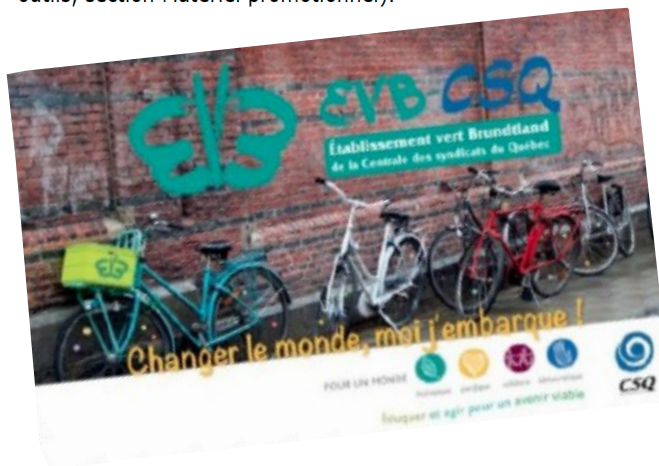
De plus, cette décision rappelle qu'il est du devoir de tout employeur, incluant les commissions scolaires, de respecter les lois d'ordre public, telles que la *Loi sur les normes du travail*.

Véronique Lefebvre, présidente

Une nouvelle affiche promotionnelle EVB-CSQ

Une nouvelle affiche visant à promouvoir notre mouvement a été imprimée récemment. Changer le monde, moi j'embarque ! est le slogan utilisé pour cette nouvelle affiche dynamique et colorée, que nous vous invitons à placarder partout !

Vous pouvez imprimer cette affiche couleur, de format 11 x 17, en la [téléchargeant](#) à partir du site EVB-CSQ (onglet Nos outils, section Matériel promotionnel).



DANS CE NUMÉRO :

➤ Comité paritaire encadrement des stagiaires	2
➤ L'Arbre Frédéric Back	2
➤ Nouveau membre à l'exécutif	3
➤ Prof, ma fierté	3
➤ Je suis malade	4
➤ Suppléants étudiants	4
➤ Action mobilisation	5
➤ Forum social des peuples	5
➤ Assurance SSQ	6
➤ Erreur de gestion à la suppléance	6
➤ Comité des jeunes	7
➤ Intel auto	7
➤ Retraite de Céline	8

Comité paritaire encadrement des stagiaires

Lors de la dernière rencontre, la commission scolaire nous a présenté le rapport annuel budgétaire du comité paritaire encadrement des stagiaires. Comme on pouvait y constater un surplus de plus de 100 000,00 \$, le SERV a proposé d'augmenter de 100,00 \$ la compensation pour les maîtres-associés. Il faut se rappeler que depuis l'an passé, la possibilité de prendre une journée de libération comme compensation ne fait plus partie des options et cela en raison de la problématique causée par la pénurie de suppléants. Le maître-associé a donc deux options :

Années 2013-2014	Années 2014-2015
Compensation monétaire de 500,00 \$ (imposable) et un montant de 50,00 \$ (alloué au budget de l'école) pour l'achat de matériel	Compensation monétaire de 600,00 \$ (imposable) et un montant de 50,00 \$ (alloué au budget de l'école) pour l'achat de matériel
OU	OU
Un montant de 600,00 \$ (alloué au budget de l'école) pour l'achat de matériel	Un montant de 700,00 \$ (alloué au budget de l'école) pour l'achat de matériel
Le matériel acheté avec les montants de 50,00 \$ ou 600,00 \$, alloués au budget de l'école, appartiendra à l'école.	Le matériel acheté avec les montants de 50,00 \$ ou 700,00 \$, alloués au budget de l'école, appartiendra à l'école.



Il faut noter que le maître-associé et son stagiaire ont toujours deux demi-journées de libération pour planifier et faire le bilan du stage. Le surplus accumulé sera aussi utilisé pour la formation de deux enseignants ou enseignantes qui deviendront animateurs à la formation des maîtres associés offerte l'an prochain.

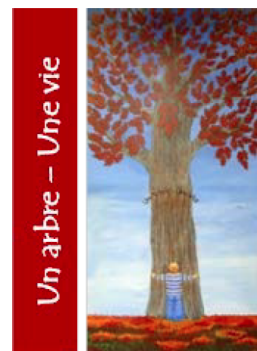
Isabelle Gariépy v-p

L'arbre Frédéric Back et le 375^e de Montréal avec le projet Un arbre – Une vie

Si vous désirez avoir recours au projet Un arbre – Une vie pour planter votre arbre Frédéric Back, sachez que vous pouvez vous procurer du noyer cendré et du noyer noir, dont la taille varie entre 75 cm et 1 m, et qu'il vous est possible de le vendre 10 \$ l'unité. Le coût : 6,50 \$ livré. Vous pouvez aussi obtenir du noyer cendré de 2 m au coût de 24 \$ (prix de vente : 30 \$). Ces prix sont valables pour une quantité de 100 arbres de petite taille. Il suffit que quelques établissements se regroupent dans une même région et le tour est joué. Donc, un point de chute devra être indiqué.

Le projet Un arbre – Une vie vous invite aussi à contribuer à l'objectif du Comité du 375^e de Montréal de créer une ceinture verte (ceintureverte.org/ceinture.html) autour de son territoire qui comporte huit régions (35 MRC), où 375 000 arbres devront être produits et plantés pour 2017.

Pour en savoir plus, nous vous invitons à communiquer avec Yvon Camirand, membre du Comité des retraités Brundtland et concepteur de l'activité éducative Un arbre – Une vie, à yvoncami@videotron.ca ou au 819 364-3582 ou au 819 352-2137.



Le comité exécutif souhaite

Bienvenue!

à Amélie Lapointe

Nouveau membre de l'exécutif

Chers membres du SERV,

Il me fait plaisir de vous informer de mon élection par acclamation au titre de vice-présidente au secrétariat.

Le secteur syndical occupe déjà une grande partie de mon travail. Mais, à compter du 1^{er} septembre 2014, j'intégrerai officiellement une équipe dynamique et impliquée pour y développer et enrichir mes compétences et être au service des membres du SERV.

Désireuse d'en connaître davantage, mes expériences acquises dans le domaine syndical augmentent d'année en année (membres du comité des femmes de la CSQ, soutien d'un grief sur la convention de gestion, consultation dans divers dossiers à la CSTL, consultation à la FSE). Déléguée active et passionnée depuis plus de trois années, je suis persuadée de pouvoir apporter ma contribution au sein du SERV. J'ai le désir de répondre à vos questions, d'être à l'écoute et d'éclaircir vos inquiétudes, d'éviter les zones grises et de vous rassurer dans vos constats.

Ma curiosité, ma détermination, mon engagement, ma fiabilité, mon audace font de moi une femme motivée. Je sais m'adapter avec le sourire, la bonne humeur et me consacrer au travail que l'on me confie, peu importe le sujet.

J'ai une bonne connaissance des conventions nationale et locale; je suis reconnue pour mener à terme mes dossiers.

Merci d'avoir pris le temps de me lire pour mieux me connaître.

Je demeure à votre disposition pour de plus amples informations et vous prie d'agréer, chers membres, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Syndicalement vôtre,

Amélie Lapointe

Enseignante à l'école François-Perrot

Déléguée syndicale

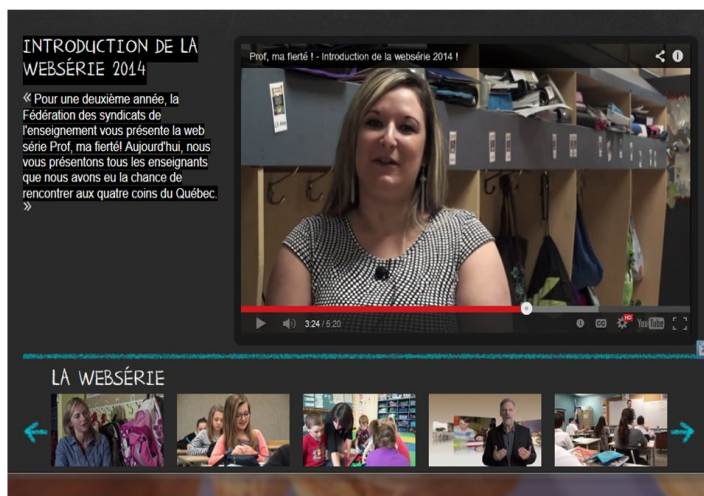


Prof, ma fierté ! 2014

Reconnaître l'expertise des enseignantes et enseignants

N'oublions pas d'aller voir cette superbe Websérie, d'autant plus que Claudia Harvey, enseignante à l'école St-Thomas y est en vedette !

Pour voir la vidéo : www.profmafierte.com





Je suis malade...!



Les enseignants sont reconnus pour se dévouer corps et âme pour leur travail, mais lorsque le corps vous envoie des signaux, il faut être à l'écoute de ceux-ci. D'abord, il faut se rappeler que nous sommes remplaçables et que la personne qui nous suppléera est qualifiée tout comme nous et qu'elle fera preuve de professionnalisme en transmettant un enseignement de qualité. Il est certain qu'il y aura de petites différences puisque notre enseignement est toujours teinté de notre personnalité, de nos expériences et du contexte quotidien. Nous nous devons de faire confiance à nos suppléants. Nous avons aussi des obligations envers notre employeur qu'on retrouve aux clauses 5-11.00 et suivantes de notre convention locale :

5-11.00 RÉGLEMENTATION DES ABSENCES

5-11.01 Sauf en cas d'impossibilité, dans tous les cas d'absences, l'enseignante ou l'enseignant concerné doit avertir sa supérieure ou son supérieur immédiat de son départ et de son retour, selon les règlements établis dans chacune des écoles, après consultation du conseil d'école.

À noter que lors des absences imprévues, on vous réfère généralement au responsable à la suppléance à la commission scolaire.

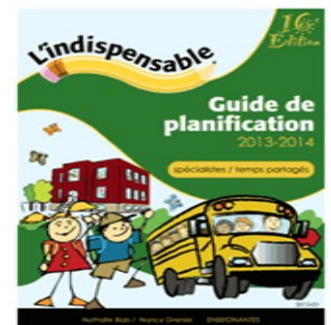
5-11.02 a) À son retour, l'enseignante ou l'enseignant remet à la direction de l'école une attestation des motifs de son absence, rédigée suivant la formule prévue à la commission.

b) Normalement, la commission ne peut exiger de certificat médical, à moins que l'absence pour invalidité ait duré quatre (4) jours et plus. Cet examen ne peut être exigible que pendant l'absence ou immédiatement après le retour de l'enseignante ou l'enseignant. La demande d'un tel certificat doit être adressée directement à l'enseignante ou l'enseignant, et elle ne vaut que pour une seule absence.

5-11.03 a) Cependant, après l'épuisement des six (6) journées monnayables, la commission peut faire examiner une enseignante ou un enseignant, relativement à toute absence, le coût de l'examen étant à la charge de la commission.

Pour ce qui est de la planification, on ne peut vous réclamer celle-ci si vous n'êtes pas en état d'en faire une! Il est certain que nous pouvons laisser quelques indications ou suggérer de se référer à notre cahier de planification, mais si cela est impossible pour nous, il faut se rappeler que la personne qui sera dans notre classe est qualifiée tout comme nous et elle sera capable de faire un aussi bon travail que nous.

Votre tâche, lorsque vous êtes malade, est de vous reposer et de vous soigner!



Isabelle Gariépy v-p

Est-ce qu'une étudiante ou un étudiant en éducation peut faire de la suppléance?

Oui! Aussitôt que la personne a accumulé 15 crédits, elle peut soumettre sa candidature sur le site de la commission scolaire et acheminer son curriculum vitae aux ressources humaines. À la suite de ces démarches, elle recevra un appel pour une courte entrevue téléphonique.

Et le tour est joué!

Isabelle Gariépy v-p

L'action-mobilisation, un plan unifié

Avec l'échéance des conventions qui arrive à grands pas (le 31 mars 2015), les membres de la CSQ seront bientôt appelés à se mobiliser. À la suite de la consultation faite auprès de 600 membres de la CSQ sur les facteurs influençant la participation aux activités de mobilisation, la centrale a produit un plan d'action pour augmenter le taux de participation des membres. Les objectifs du plan d'action :



- Améliorer la participation dans les assemblées générales statuant sur les enjeux et les orientations qui découleront de la prochaine ronde de négociation ;
- Rallier les membres autour des grands enjeux et des orientations qui découleront de la première phase de consultation ;
- Favoriser une participation accrue des membres à la deuxième phase de consultation ;
- Favoriser une meilleure adhésion de toutes et tous aux demandes sectorielles et intersectorielles ;
- Concrétiser l'appui aux dépôts des revendications syndicales par l'action concertée.

Voici les moyens proposés pour favoriser la participation :

- Accroître la présence dans les milieux des responsables de l'action-mobilisation et des membres de l'instance exécutive ;
- Favoriser les relations interpersonnelles dans les établissements en organisant, entre autres, des rencontres informelles ;
- Utiliser des chaînes téléphoniques pour une invitation plus personnalisée aux assemblées générales ;
- Inviter les personnes déléguées de chaque établissement à remettre les informations en mains propres au lieu de les placer dans les pigeonnières ou de les envoyer par courriel.

Ces informations proviennent de la présentation « Négociation du secteur public et action-mobilisation » (A1314-RJ-022).

Il ne reste qu'à voir si ce plan d'action aura un impact sur la mobilisation lors des prochaines négociations. Une chose est certaine : peu importe le plan d'action, l'action collective sera essentielle pour favoriser l'atteinte de nos objectifs!

Carinne MacLean et Christine Della Mora Duquette, membres du comité des jeunes.

LE FORUM SOCIAL DES PEUPLES ARRIVE À GRANDS PAS !

Un autre Canada est possible, et nécessaire!

Le Forum social des peuples aura lieu à Ottawa du 21 au 24 août 2014. Cet événement permettra aux groupes de la société civile (les syndicats, les environnementalistes, les Autochtones, les étudiantes et étudiants, les associations culturelles, etc.) d'exprimer leurs dissidences envers les attaques du gouvernement conservateur, de tisser des liens de solidarité et d'élaborer des stratégies de convergence autour d'un programme de progrès social. Pour le mouvement syndical, cet événement sera une occasion unique de réunir l'ensemble des forces syndicales du Canada autour d'un objectif commun.

Il est à noter que des membres de l'exécutif accompagnés de deux membres du comité des jeunes y participeront. Si vous avez envie de vous joindre à ce grand rassemblement, téléphonez au bureau afin que l'on se donne un point de rencontre.



Pour en savoir plus, visitez le site:
peoplesocialforum.org.

Isabelle Gariépy v-p

Fin de contrat et assurance SSQ

Cet été, une nouvelle possibilité de paiement des primes d'assurance sera mise en place pour les enseignantes et les enseignants qui terminent un contrat en juin.

En effet, le contrat d'assurance prévoit une prolongation de la couverture pour les personnes adhérentes, et ce, pour une durée de 120 jours à compter de la date de mise à pied, le tout pour leur permettre de se rendre jusqu'à leur réembauche éventuelle à la fin de l'été ou à l'automne. Ces personnes se voient donc offrir par l'assureur (SSQ), vers la fin juin, de conserver l'ensemble de leurs protections ou de ne conserver que celle de base dite « Maladie 1 » ; elles se voient également offrir d'acquitter la prime totale exigée **ou** qu'une récupération des primes impayées s'opère dès leur retour au travail.

La demande soumise à l'assureur par le Service de la sécurité sociale de la CSQ était donc à l'effet de permettre, aux membres qui le désirent, d'effectuer des paiements à l'assureur pendant l'été. L'assureur a acquiescé à la demande et, dès cet été, la possibilité additionnelle suivante sera accessible aux membres :



Ils pourront, pendant la période de mise à pied, expédier par la poste jusqu'à trois (3) chèques postdatés à l'assureur, accompagnés de leur facture. Le montant total de ces chèques devra représenter le total de la facture et la date du dernier chèque postdaté ne devra pas aller au-delà de la date du retour au travail. Cette mesure sera offerte de façon permanente.

De plus, à titre de projet pilote, l'assureur offrira également, pour cet été, la possibilité aux personnes adhérentes de n'acquitter qu'une partie du montant de la facture couvrant la période de mise à pied. Le paiement devra se faire, par la poste, par l'envoi de chèques postdatés, au nombre maximum de trois (3), accompagnés de la facture. La date du dernier chèque ne devra pas dépasser la date de retour au travail. Finalement, le solde à payer sera récupéré sur la paie de la personne adhérente lors de son retour au travail.

Isabelle Gariépy v-p

ERREUR À LA GESTION DE LA SUPPLÉANCE

Selon l'article 58 de la Loi des normes du travail

Le paragraphe C) de la clause 6-7.03 prévoit un taux minimum (équivalent à 3h) pour la suppléante ou le suppléant occasionnel qui se rend à l'école pour effectuer de la suppléance à la demande de la commission ou de l'autorité compétente. Pour exiger l'application de la loi, il faut que la suppléante ou le suppléant se rende sur les lieux du travail.

La loi s'applique dans les cas suivants :

- les services de la suppléante ou du suppléant sont requis pour la journée et à l'école on l'informe qu'elle ou qu'il ne fera qu'une seule période ;
- deux personnes se présentent pour effectuer la même suppléance, celle qui est retournée à la maison peut exiger le respect de l'article 58.



Par contre, la suppléante ou le suppléant occasionnel ne peut exiger une indemnité égale à trois heures dans les cas suivants :

- au moment de la demande (lors de l'appel), il a été spécifié que le besoin était pour une seule période ;
- au moment de la demande, il a été spécifié que le besoin était pour une période en début de journée et une période en fin de journée ;
- au moment de la demande, il a été spécifié que le besoin était pour l'après-midi seulement, soit pour moins de trois heures.

Les enseignantes et enseignants à statut précaire ont aussi des droits, aidons-les à les faire respecter.

Isabelle Gariépy v-p



Un mot de votre comité des jeunes

Les 8 et 9 mai derniers, **Christine Duquette** et **Carinne Mac Lean**, membres du comité des jeunes, ont participé au troisième réseau des jeunes de l'année. Plusieurs sujets intéressants étaient à l'ordre du jour. Elles ont, entre autres, eu la chance de rencontrer Nora Loreto, auteure et activiste du mouvement syndical, qui a fait part de ses inquiétudes face à la menace du néolibéralisme.



Le nouveau Conseil des ministres

À la suite des élections du 7 avril dernier, le premier ministre Philippe Couillard a annoncé la nomination du nouveau Conseil des ministres. C'est donc Yves Bolduc, ancien ministre de la santé et des services sociaux, qui s'est vu attribuer le mandat de l'éducation. En effet, depuis le 23 avril, il agit à titre de ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport ainsi que le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science. Il a toutefois annoncé qu'il n'y aurait pas de fusion de ces deux ministères.

M. Bolduc n'a pas perdu de temps et a déjà fait plusieurs annonces sur les intentions de son ministère. En voici quelques-unes qui ont attiré notre attention :



- ♦ Il a retardé l'implantation du nouveau cours d'histoire nationale au secondaire qui répondait pourtant à un besoin des enseignants ;
- ♦ Il maintiendra l'indexation des frais de scolarité ;
- ♦ Il lèvera le moratoire sur l'anglais intensif au primaire ce qui relancera encore tout le débat sur l'implantation universelle de ce type de programme ;
- ♦ Il a aussi promis de retirer les subventions aux écoles des communautés juives qui ne respectent pas le programme d'enseignement du MELS.

Ainsi, Yves Bolduc est le ministre qui a fait le plus d'annonces parmi tout le cabinet libéral. En matière d'opposition, il fera face à Nicole Léger du Parti Québécois et Jean-François Roberge de la Coalition avenir Québec. Ce dernier est un enseignant du primaire.

Ces informations proviennent du rapport Analyse de la conjoncture sociopolitique (A1314-RJ-017).



LA FAÇON FUTÉE DE ROULER ET D'ÉCONOMISER

Enfin, des économies qui reflètent vos bonnes habitudes de conduite.

Intelauto^{MC} est un nouveau programme d'assurance basé sur l'usage qui peut vous faire économiser jusqu'à 25% lors du renouvellement de votre assurance auto.





Assurances auto, habitation et entreprise

Assureur choisi par la CSQ



En tant que membre de la CSQ, vous avez aussi droit à des tarifs de groupe exclusifs sur vos assurances auto, habitation et entreprise.

Commencez à économiser ! Visitez intelauto.ca | 1 855 801-8830

Certaines conditions s'appliquent. Intelauto est souscrit auprès de La Personnelle qui désigne La Personnelle, assurances générales inc. ^{MC} Intelauto est une marque de commerce de La Personnelle, compagnie d'assurances, utilisée avec permission par La Personnelle, assurances générales inc.

La bonne combinaison.



Nous vous souhaitons de superbes vacances cet été.

Profitez-en pour vous reposer ou pour faire des activités extraordinaires.

L'important, c'est de revenir en forme pour la prochaine année scolaire!

De la part des membres du comité exécutif du Syndicat de l'enseignement de la région de Vaudreuil.